

Communiqué de presse

Luxembourg, le 13 décembre 2023

Le Luxembourg doit maintenir ses engagements de solidarité avec les populations du Sahel

Le Sahel inclut dans sa zone centrale 6 pays, **le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad.**

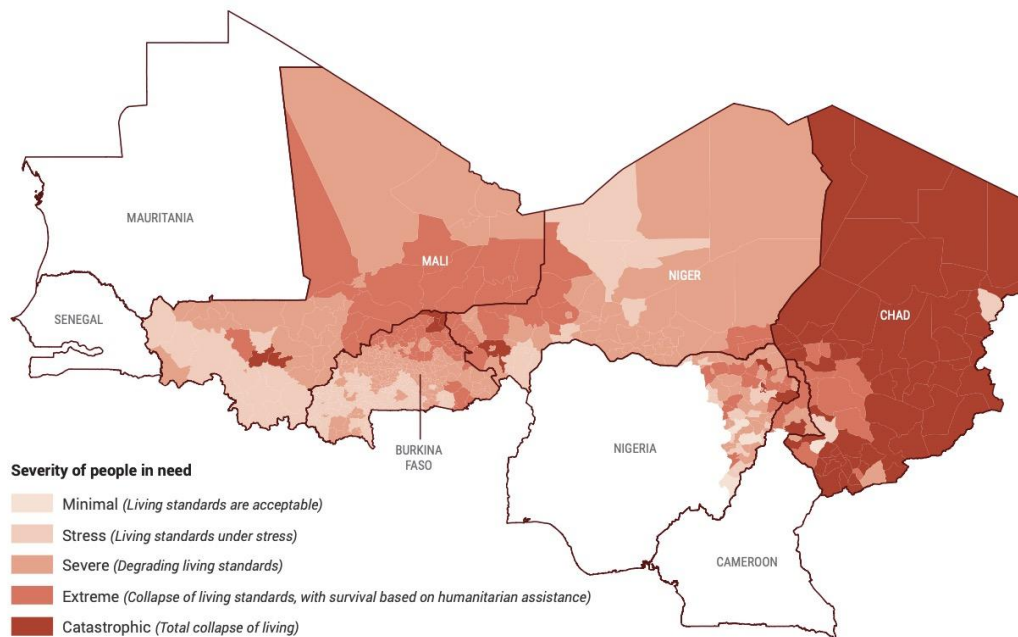
La région continue d'être confrontée à des défis complexes liés à la convergence des crises climatique, environnementale, sanitaire et sécuritaire. La crise sécuritaire qui affecte l'espace sahélien a un impact considérable sur les populations civiles. Aux exactions perpétrées par des unités terroristes s'ajoutent les abus de groupes d'autodéfense, de bandes criminelles organisées, d'hommes armés non identifiés ainsi que de certains éléments des forces de défense et de sécurité nationale ou étrangères.

Les crises sécuritaire et climatique entraînent, depuis plusieurs années, de forts mouvements de populations. Rien qu'au Burkina Faso, 2,06 millions de personnes déplacées internes ont été enregistrées par le Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) au 31 mars 2023.

La région fait face également à une insécurité alimentaire chronique résultant de plusieurs facteurs interconnectés, tels que les changements climatiques, les conflits armés, la dégradation des sols, la croissance démographique rapide et les déplacements de population. La guerre en Ukraine et son impact sur le prix des matières premières et des intrants agricoles a empiré la situation. Les conditions climatiques de plus en plus imprévisibles rendent l'agriculture difficile, entraînant des rendements fluctuants et souvent insuffisants. La crise sécuritaire et les problèmes liés à la mobilité compromettent l'accès aux marchés et aux ressources nécessaires.

Ces conditions constituent un défi pour l'action humanitaire, la mise en œuvre des actions de développement financées par l'extérieur et pour l'accès aux services sociaux essentiels des populations locales. Les Nations unies font état, en 2023, de ce que plus de **34,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de protection** sur un total de 109 millions de

personnes dans la région. La situation est dramatique, ce qui explique aussi en partie les flux migratoires vers l'Europe depuis ces pays.



Sahel Humanitarian Needs and Requirements Overview 2023 United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA)

Au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, la moitié de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. Ces pays connaissent une croissance démographique élevée, avec 50% de la population ayant moins de 15 ans et les indicateurs de développement humain (IDH) y sont parmi les plus bas au monde. Quatre pays sahéliens (le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad) sont classés parmi les dix derniers pays en termes d'IDH.

Les groupes les plus vulnérables : Les enfants, les femmes et les filles sont les plus impactées par le contexte actuel

D'après un rapport SOS Enfants par UNICEF en 2023, **dix millions d'enfants vivant au Burkina Faso, au Mali et au Niger – soit deux fois plus qu'en 2020 – ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire**, principalement en raison de l'intensification des conflits et près de 4 millions d'enfants sont menacés dans les pays voisins. C'est très alarmant. Les différentes

crises au Sahel ont un impact disproportionné sur différents groupes de personnes, exacerbant les inégalités de genre déjà existantes. L'insécurité, les restrictions de mobilité et l'érosion des moyens de subsistance touchent à la fois les femmes et les hommes, les filles et les garçons, mais ce sont les femmes et les filles qui sont davantage exposées aux violences sexistes et domestiques. Les filles et leurs familles sont souvent obligées d'adopter des stratégies d'adaptation négative comme l'abandon scolaire et le mariage précoce, qui découlent de la précarité, des normes de genre (comme l'éducation des filles) et des défaillances institutionnelles ou infrastructurelles (les longues distances à parcourir jusqu'aux centres de santé pour accéder aux contraceptifs et éviter les grossesses précoces).

D'autre part, rien qu'au Burkina Faso, plus d'un million d'enfants n'ont plus accès à l'éducation de base à la suite de la fermeture des écoles en réaction aux attaques terroristes à répétition dans une grande partie du pays. Nombreux sont les enfants et jeunes qui se déplacent à l'intérieur du pays avec leurs familles et parfois ils se retrouvent seuls, ce qui explique le nombre important et en constante augmentation d'enfants et jeunes vivant dans les rues des grandes villes. Ils perdent leur dignité et, faute de perspectives et d'alternatives, deviennent en même temps une proie facile pour les oppresseurs.

Importance dans le contexte actuel des organisations de la société civile et du travail des Organisations Non-Gouvernementales de Développement – ONGD

Les États sahéliens, fortement affaiblis, ont de plus en plus de difficulté à acheminer les services de base aux populations. A titre d'exemple, UNICEF estime que plus de 11.000 écoles sont fermées dans la région en raison des conflits. Au fil du temps, **les ONG internationales et surtout les ONG locales ont développé des réseaux d'acteurs territoriaux qui leur permettent d'opérer dans les zones les plus reculées où, souvent, les administrations nationales se sont désengagées.** Elles permettent souvent de fournir les services de base et une aide humanitaire aux populations les plus délaissées comme par exemple la construction d'écoles en urgence dans les zones où affluent les personnes déplacées internes ou des centres de soins installés dans les villages isolés des centres urbains. Ces infrastructures permettent de pallier une situation de plus en plus dégradée. Entre urgence humanitaire et développement, les ONG luxembourgeoises et leurs partenaires locaux ont su s'adapter à ces contextes difficiles et continuent leur travail de soutien aux populations les plus fragilisées.

Le Cercle de Coopération des ONGD a mis en place un groupe de travail fédérant les ONGD luxembourgeoises intervenant dans la zone du Sahel, que ce soit sur le plan humanitaire ou

sur le plan du développement durable pour échanger sur le contexte très évolutif dans la région et des adaptations que les acteurs du développement doivent opérer pour continuer à apporter une aide efficace dans ces pays. Les ONG analysent et réévaluent ensemble la situation et réfléchissent sur les nouveaux formats que l'aide pourrait avoir dans l'avenir pour faire face aux multiples changements qui sont en cours. Les changements politiques, anticonstitutionnels, antidémocratiques ainsi que les réductions des espaces de libertés dans le Sahel posent la question de la nécessité de continuer la coopération avec la société civile de ces pays, car est sous-jacente la question des valeurs et causes soutenues directement ou indirectement via les financements internationaux. Pour épauler une jeunesse en quête de nouvelles perspectives dans ce contexte alarmant, le travail des ONG est aussi de soutenir le courage là où il y a la peur et de donner espoir là où règne le désespoir.

Solidarité avec les organisations des sociétés civiles locales

Avec l'argument de la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel, les politiques des régimes en place ont provoqué un rétrécissement de l'espace civique. L'espace civique fait référence à l'environnement dans lequel les individus et les organisations de la société civile peuvent exercer leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Pour les ONG locales et les défenseurs/euses des droits, la solidarité et le soutien des ONG dans le cadre de partenariats est important afin de contribuer à faire connaître les enjeux de droits humains à l'échelle internationale et à mobiliser un soutien.

Le rapport de la "Coalition citoyenne pour le Sahel" intitulé "Sahel : ce qui a changé" propose des recommandations essentielles pour faire face à la situation complexe et dramatique dans la région du Sahel. Ces recommandations mettent en avant l'importance de la protection des civils, d'une approche politique globale, de la garantie de l'accès humanitaire, et de la lutte contre l'impunité. Les organisations de la société civile sont souvent les mieux placées pour comprendre les besoins et les préoccupations des communautés locales. Leur présence sur le terrain leur permet de fournir une assistance humanitaire vitale, d'apporter un soutien direct aux civils vulnérables et défendre leurs droits.

Les financements internationaux sont essentiels pour venir en soutien aux populations en ces temps de crises. Les financements que les ONGD canalisent vers les partenaires locaux permettent de créer des conditions de vie plus dignes et de contribuer à la réalisation des droits de base, notamment l'alimentation, la santé et l'éducation, en particulier pour les groupes les plus vulnérables comme les enfants, les femmes et les filles. C'est pourquoi la

solidarité entre le Luxembourg et les populations du Sahel doit se manifester au travers de financements publics maintenus vers la région et, en particulier, vers les ONG. Un appel est également lancé aux donateurs privés afin de continuer à montrer leur solidarité envers des populations qui en ont plus que jamais besoin.

Il y a donc une nécessité constante que l'État luxembourgeois, qui soutient prioritairement 4 des 6 pays sahéliens (Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger) depuis des années, et les ONG réaffirment ensemble la nécessité et l'importance de continuer l'appui aux peuples du Sahel malgré les contextes changeants.

Personne de contact :

François-Xavier Dupret – Groupe de travail « Sahel »

Email : fx.dupret@cercle.lu tel : 00 352 26 02 09 21